

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
Cité administrative  
Bd George Sand  
36000 Chateauroux

Châteauroux, le 09/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**KSB**

64 allée Sagan  
BP 189  
36000 Châteauroux

Références : VAT20240342  
Code AIOT : 0010000558

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/07/2024 dans l'établissement KSB implanté 64 allée Sagan 36000 Châteauroux. L'inspection a été annoncée le 19/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KSB
- 64 allée Sagan 36000 Châteauroux
- Code AIOT : 0010000558
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

–Situation de l'entreprise :

La société KSB exploite une installation de fabrication de pompes hydrauliques sur son site de Châteauroux. Cet établissement emploie 120 salariés.

–Point sur le classement de l'établissement :

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral n° 2005-E-741 du 18 mars 2005, modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires n° 2014191-0013 du 10 juillet 2014 et n° 2015043-0002 du 12 février 2015.

Rubriques de classement de l'établissement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE):

- 2560-1 : travail mécanique des métaux et alliages: la puissance maximum des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant de 1090 kW (autorisation);
- 2565.2.b : installation de traitement de surface, le volume des cuves affectées au traitement étant de 1500 l (déclaration avec contrôle périodique);
- 2910-A-2 : installation de combustion (gaz naturel): la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion étant de 3,35 MW (déclaration avec contrôle périodique);
- 2921 : refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle: la puissance thermique évacuée maximale étant de 426 kW (déclaration avec contrôle périodique);
- 2940-2.b : application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit par tout être procédé que le «trempé»: la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant de 12,6 kg/j (déclaration avec contrôle périodique).

En ce qui concerne la rubrique 2560-1, l'inspection précise qu'en raison d'une évolution de la nomenclature ICPE (décret n° 2017-1595 du 21 novembre 2017), la société KSB relève à présent du régime de l'enregistrement. En outre, l'établissement KSB ne relève plus de la rubrique 2925 (ateliers de charge d'accumulateurs électriques) depuis sa modification par le décret n° 2019-1096 du 28 octobre 2019.

Par ailleurs la rubrique 2920 (installation de compression) à laquelle l'établissement était soumis a été supprimée par le décret n° 2018-900 du 22 octobre 2018.

–Projets et investissements :

Sans objet.

–Incidents ou accidents :

L'exploitant ne signale aucun incident ou accident d'ordre environnemental depuis la dernière inspection.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement
- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- AN24 Air COV
- Eaux souterraines
- Risque incendie

**2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Modifications des conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 18/03/2005, article 2.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	2 mois
2	Rejets à l'atmosphère – unité de mise en peinture – caractéristiques	Arrêté Préfectoral du 18/03/2005, article 4.6	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	2 mois
5	Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 18/03/2005, article 4.7.5	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
6	Zonage des dangers internes	Arrêté Préfectoral du 18/03/2005, article 7.2	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
7	Ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 18/03/2005, article 7.10.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	6 mois
8	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 18/03/2005, article 7.4.4.3.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Rejets à l'atmosphère – unité de mise en peinture – surveillance	Arrêté Préfectoral du 18/03/2005, article 4.7.3	Susceptible de suites	Sans objet
4	Rejets à l'atmosphère – unité de mise en peinture –	Arrêté Préfectoral du 18/03/2005, article 4.7.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	VLE			
9	Implantation du réseau de surveillance	AP Complémentaire du 12/01/2024, article 2.1	/	Sans objet
10	Fréquence de la surveillance	AP Complémentaire du 12/01/2024, article 3	/	Sans objet
11	Paramètres surveillés	AP Complémentaire du 12/01/2024, article 3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Modifications des conditions d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/03/2005, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Gestion des suites de l'inspection précédente
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 13/09/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 07/02/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute extension ou modification envisagées par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><i>Observations du 13/09/2023 : L'exploitant présente le courrier daté du 26/08/2021 par lequel il a porté à la connaissance du préfet de l'Indre sa situation administrative actualisée au regard de la nomenclature ICPE. Toutefois, l'inspection des installations classées relève que ce document n'est pas exhaustif car il ne présente pas les évolutions des conditions d'exploitation des installations et ne sollicite pas la modification des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 18/03/2005 au regard desdites évolutions (exemple : présence de conduits de rejet à l'atmosphère non réglementés - cf.</i></p>

point de contrôle n° [2]).

*Constat du 13/09/2023 : L'exploitant doit compléter le porter à connaissance qu'il a adressé au préfet de l'Indre le 26/08/2021 afin de présenter les modifications apportées à ses installations ainsi qu'à leurs conditions d'exploitation, et de solliciter, de manière dûment justifiée, la mise à jour des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 18/03/2005.*

L'exploitant a transmis, par courrier du 07/02/2024, un porter à connaissance au préfet de l'Indre. Un accusé de réception lui a été délivré le 08/02/2024. Cette demande porte sur l'actualisation de la situation administrative de l'établissement et de ses conditions d'exploitation. Elle est en cours d'instruction par l'inspection des installations classées : une demande de compléments a été adressée à l'exploitant le 03/04/2024, l'exploitant prévoit d'adresser sa réponse d'ici au 02/08/2024.

Le constat est maintenu dans l'attente.

**Constat : L'exploitant doit compléter le porter à connaissance qu'il a adressé au préfet de l'Indre le 03/04/2024 afin de présenter les modifications apportées à ses installations ainsi qu'à leurs conditions d'exploitation, et de solliciter, de manière dûment justifiée, la mise à jour des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 18/03/2005.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 2 : Rejets à l'atmosphère – unité de mise en peinture – caractéristiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/03/2005, article 4.6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion des suites de l'inspection précédente

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 13/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 07/02/2024

**Prescription contrôlée :**

- Unité de mise en peinture (cabine) : hauteur minimale de l'exutoire : 4 m ; vitesse minimale d'éjection des gaz : 8 m/s ; [...] traitement : filtres secs.
- Unité de mise en peinture (poste de nettoyage) : hauteur minimale de l'exutoire : 4 m ; vitesse

minimale d'éjection des gaz : 5 m/s ; [...] traitement : filtres secs. [...]

## Constats :

*Observations du 13/09/2023 : Examen du rapport des analyses des rejets atmosphériques réalisées le 28/09/2021 : l'exploitant a fait procéder à la mesure des rejets atmosphériques concernant les conduits suivants : laboratoire préparation peinture, cabine de peinture n° 100, cabine de peinture n° 101, aspiration atelier de maintenance, aspiration atelier de ponçage, aspiration atelier de soudure n° 1, aspiration atelier de soudure n° 2. Toutefois, hormis les trois chaudières du site, seuls la cabine et le poste de nettoyage d'une unité de mise en peinture sont réglementés par l'arrêté préfectoral du 18/03/2005. L'exploitant déclare que les conduits supplémentaires ont été ajoutés entre 2017 et 2020.*

*Examen des caractéristiques des rejets des conduits suivants :*

- laboratoire de préparation peinture (correspondant au point de rejet "poste de nettoyage") : la vitesse d'éjection minimale est respectée ;
- cabine de peinture n° 100 : la vitesse d'éjection minimale n'est pas respectée (4 m/s au lieu de 8 m/s) ;
- cabine de peinture n° 101 : la vitesse d'éjection minimale n'est pas respectée (4,8 m/s au lieu de 8 m/s). [...]

*Constat du 13/09/2023 : L'établissement comporte cinq conduits de rejet à l'atmosphère non réglementés. L'exploitant doit porter leur existence et leurs caractéristiques à la connaissance du préfet de l'Indre, et lui proposer les valeurs limites d'émission applicables aux effluents émis ainsi que les modalités de surveillance associées.*

*Par ailleurs, la vitesse d'éjection des rejets atmosphériques des deux cabines de peinture est inférieure à la vitesse minimale prescrite.*

Le porter à connaissance évoqué au point de contrôle n° 1 comporte une demande d'actualisation des prescriptions applicables aux rejets atmosphériques du site (ajout de 5 conduits à la liste des conduits réglementés, proposition de valeurs limites d'émission et de dispositions de surveillance). Pour rappel, une demande de compléments a été adressée à l'exploitant le 03/04/2024, l'exploitant prévoit d'adresser sa réponse d'ici au 02/08/2024.

Par ailleurs, examen du rapport des analyses des rejets atmosphériques réalisées du 9 au 10/01/2024 : l'exploitant a fait procéder à la mesure des rejets atmosphériques concernant les conduits suivants : laboratoire préparation peinture, cabine de peinture n° 100, cabine de peinture n° 101, aspiration atelier de maintenance, aspiration atelier de perçage, aspiration atelier de soudure n° 1, aspiration atelier de soudure n° 2.

*Examen des caractéristiques des rejets des conduits suivants :*

- laboratoire de préparation peinture (correspondant au point de rejet "poste de nettoyage") : la vitesse d'éjection (4,8 m/s) est légèrement inférieure à la vitesse d'éjection minimale prescrite (5 m/s) ;
- cabine de peinture n° 100 : la vitesse d'éjection minimale n'est pas respectée (6,3 m/s au lieu de 8 m/s) ;
- cabine de peinture n° 101 : la vitesse d'éjection minimale n'est pas respectée (6,9 m/s au lieu de 8 m/s) ;
- aspiration atelier de maintenance, aspiration atelier de perçage, aspiration atelier de soudure n° 1, aspiration atelier de soudure n° 2 : la vitesse d'éjection mesurée pour chacun de ces conduits

est supérieure à la vitesse minimale sollicitée dans le porter à connaissance précité (5 m/s).

L'exploitant déclare qu'il étudie une solution visant à augmenter la vitesse d'éjection de ses rejets. Il envisage la mise en place d'un cône de réduction en sortie des exutoires pour lesquels cette vitesse est trop faible.

**Constat :** L'établissement comporte cinq conduits de rejet à l'atmosphère non réglementés (le porter à connaissance est en cours d'instruction). Par ailleurs, la vitesse d'éjection des rejets atmosphériques des deux cabines de peinture et du poste de nettoyage est inférieure à la vitesse minimale prescrite.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

### N° 3 : Rejets à l'atmosphère – unité de mise en peinture – surveillance

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/03/2005, article 4.7.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion des suites de l'inspection précédente

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 13/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant fait réaliser par un organisme extérieur accrédité pour les mesures relatives à cette grandeur ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les mesures relatives à cette grandeur, une surveillance de ces émissions atmosphériques suivant les programmes indiqués dans le tableau suivant :

Unité de mise en peinture (cabine et poste de nettoyage) : paramètres : débit, vitesse d'éjection des gaz, poussières, COV, COV annexe III ; une mesure tous les trois ans. [...]

**Constats :**

*Observations du 13/09/2023 : Examen du rapport des analyses des rejets atmosphériques réalisées le 28/09/2021 :*

- ce rapport a été réalisé par un organisme accrédité COFRAC ;
- les dernières mesures ont été réalisées il y a moins de trois ans ;
- les paramètres débit, vitesse d'éjection des gaz, poussières et COV ont fait l'objet d'une analyse en



<p>ce qui concerne les conduits « laboratoire préparation peinture », « cabine de peinture n° 100 » et « cabine de peinture n° 101 » ;</p> <p>- le paramètre COV annexe III n'a pas fait l'objet d'une analyse en ce qui concerne les conduits « laboratoire préparation peinture », « cabine de peinture n° 100 » et « cabine de peinture n° 101 ».</p> <p>L'exploitant présente un rapport d'analyse complémentaire des rejets atmosphériques de la cabine de peinture n° 101 réalisé le 20/05/2022 par le même organisme et portant sur les COV annexe III. L'examen de ce rapport révèle que certains de ces composés sont émis par ladite cabine.</p> <p>Constat du 13/09/2023 : L'exploitant ne surveille pas les émissions atmosphériques de COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 en ce qui concerne les conduits « cabine de peinture n° 100 » et « laboratoire préparation peinture ».</p> <p>Examen du rapport des analyses des rejets atmosphériques réalisées du 9 au 10/01/2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>ce rapport a été réalisé par un organisme accrédité COFRAC ;</li> <li>les paramètres débit, vitesse d'éjection des gaz, poussières, COV et COV annexe III ont fait l'objet d'une analyse en ce qui concerne les conduits « laboratoire préparation peinture », « cabine de peinture n° 100 » et « cabine de peinture n° 101 » ;</li> <li>les paramètres sollicités dans le porter à connaissance précité ont été mesurés en ce qui concerne les conduits « aspiration atelier de maintenance », « aspiration atelier de perçage », « aspiration atelier de soudure n° 1, » « aspiration atelier de soudure n° 2 » (débit, vitesse d'éjection des gaz, poussières, chrome, cuivre, manganèse, nickel).</li> </ul> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Rejets à l'atmosphère – unité de mise en peinture – VLE**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/03/2005, article 4.7.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des suites de l'inspection précédente</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 13/09/2023</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 07/02/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>- Unité de mise en peinture (cabine) : débit : 32 000 Nm<sup>3</sup>/h ; [concentration en O<sub>2</sub> de référence : 21%] ; poussières : 20 mg/m<sup>3</sup> et 500 g/h ; COV en carbone total : 110 mg/m<sup>3</sup> et 2 800 g/h ; COV annexe III : 20 mg/m<sup>3</sup> et 500 g/h.</p> <p>- Unité de mise en peinture (poste de nettoyage) : débit : 1 450 Nm<sup>3</sup>/h ; [concentration en O<sub>2</sub> de référence : 21%] ; poussières : 100 mg/m<sup>3</sup> et 120 g/h ; COV en carbone total : 110 mg/m<sup>3</sup> et 130 g/h ; COV annexe III : 20 mg/m<sup>3</sup> et 25 g/h. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p>

Observations du 13/09/2023 : Examen du rapport d'analyse des rejets atmosphériques réalisé le 28/09/2021 en ce qui concerne les conduits « laboratoire préparation peinture », « cabine de peinture n° 100 » et « cabine de peinture n° 101 » : pas de non-respect des valeurs limites d'émission prescrites en concentration et en flux pour les paramètres débit, poussières et COV totaux. En outre, la concentration en COV totaux rejetés au niveau de ces trois conduits étant nulle, la valeur limite d'émission en COV annexe III est également respectée.

Toutefois, les conditions de fonctionnement des installations ne sont pas reportées dans le rapport d'analyse qui indique qu'aucune information n'a été fournie par l'exploitant à ce sujet. Or, les mesures doivent être réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations. En l'absence d'indication à ce sujet, et en l'absence d'émission de polluants pour ces trois conduits (hormis 3,77 mg/m<sup>3</sup> de poussières pour la cabine de peinture n° 100) l'exploitant n'est pas en mesure de démontrer que ces analyses ont été réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement des unités de mise en peinture. [...]

Constat du 13/09/2023 : L'exploitant ne s'assure pas que les analyses de ses rejets atmosphériques sont réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations.

Examen du rapport des analyses des rejets atmosphériques réalisées du 9 au 10/01/2024 :

- les VLE prescrites pour les conduits « laboratoire préparation peinture », « cabine de peinture n° 100 » et « cabine de peinture n° 101 » sont respectées ;
- les VLE proposées dans le porter à connaissance pour les conduits « aspiration atelier de maintenance », « aspiration atelier de perçage », « aspiration atelier de soudure n° 1, » « aspiration atelier de soudure n° 2 » sont respectées ;
- les conditions de fonctionnement des installations lors des prélèvements sont précisées et n'appellent pas d'observation ;
- seul un mesurage a été réalisé pour chaque conduit. En effet des concentrations inférieures ou égales à 20 % de la valeur limite d'émission réglementaire sont attendues, sur la base des résultats fournis dans le rapport relatif au contrôle réglementaire précédent (cf. arrêté ministériel du 11/03/2010, annexe II b) ).

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Plan de gestion des solvants

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/03/2005, article 4.7.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion des suites de l'inspection précédente

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 13/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

L'ensemble des installations susceptibles d'être à l'origine d'émissions de composés organiques volatils (peinture) devra faire l'objet d'une autosurveillance mensuelle afin de mettre en œuvre un plan de gestion des solvants basé sur la consommation de peintures, diluants..... Il sera basé sur un bilan matière prenant en compte, entre autres :

- les quantités et teneurs en solvants de tous les produits consommés, y compris les solvants utilisés par exemple comme agents de dilution ou de nettoyage,
- les quantités de solvants sous forme de déchets ou de produits de récupération et destinés à l'élimination ou au recyclage en dehors de l'établissement.

L'ensemble de cette autosurveillance, réalisée pour chaque type de solvant, sera consigné sur un registre qui sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Ils sont mis à jour à chaque modification notable et datés.

#### **Constats :**

*Observations du 13/09/2023 : L'exploitant présente son PGS établi le 28/06/2023 titre de l'année 2022. Il est réalisé sur la base d'un bilan matière prenant notamment en compte les quantités et teneurs en solvants de tous les produits consommés, les quantités de solvants sous forme de déchets ou de produits de récupération et destinés à l'élimination ou au recyclage en dehors de l'établissement, ainsi que les émissions canalisées de COV, afin d'estimer les émissions diffuses de COV de l'établissement.*

*Toutefois, l'exploitant précise que ce PGS est effectué sur la base d'un suivi annuel de ses consommations de solvants et n'est pas en mesure de présenter un registre démontrant qu'une autosurveillance mensuelle de ses installations susceptibles d'être à l'origine d'émissions de composés organiques volatils est réalisée.*

*Constat du 13/09/2023 : L'exploitant ne réalise pas une autosurveillance mensuelle de ses installations susceptibles d'être à l'origine d'émissions de composés organiques volatils.*

L'exploitant déclare que le déploiement d'un outil de gestion de ses stocks de produits pouvant être à l'origine de l'émission de composés organiques volatils est en cours. Ces produits seront dotés d'un code-barre qui sera scanné par les opérateurs, qui préciseront les quantités utilisées dans un logiciel. Le PGS sera établi sur la base de l'état de stocks établi sur la base de ce suivi.

Le constat est maintenu dans l'attente de la finalisation du déploiement de cette action corrective.

**Constat : L'exploitant ne réalise pas une autosurveillance mensuelle de ses installations susceptibles d'être à l'origine d'émissions de composés organiques volatils.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/03/2005, article 7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maîtrise des risques d'incendie
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 13/09/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Ces zones de dangers [risques d'incendie, d'émanations toxiques, d'explosion et fréquences associées] sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><i>Observations du 13/09/2023 : L'exploitant présente son rapport de zonage ATEX réalisé le 07/06/2019. Toutefois, il n'est pas en mesure de présenter un plan sur lequel sont reportées les zones de danger internes à son établissement (risques d'incendie, d'émanations toxiques, d'explosion et fréquences associées).</i></p> <p><i>Visite de l'installation :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les risques associés aux cabines de peinture et au laboratoire de préparation de peinture sont signalés, des pictogrammes rappellent les consignes de sécurité à respecter dans ces installations ;</li> <li>- les risques associés au local de stockage des peintures sont signalés sur sa porte, les consignes de sécurité à respecter dans ce local sont également affichées ;</li> <li>- les risques et les consignes de sécurité associés au poste de soudure situé face aux cabines de peinture et au stockage de bois sous auvent (entre le bâtiment usine et le bâtiment administratif) ne sont pas signalés.</li> </ul> <p><i>Constat du 13/09/2023 : L'exploitant ne tient pas à jour un plan sur lequel sont reportées les zones de danger internes à son établissement (risques d'incendie, d'émanations toxiques, d'explosion et fréquences associées). Par ailleurs, ces zones, ainsi que les consignes correspondantes, ne sont pas systématiquement signalées au niveau de leurs accès.</i></p> <p>L'exploitant présente le plan des zones de son établissement pouvant présenter des risques d'incendie, d'explosion ou d'émanations toxiques (établi en date du 19/03/2024). <b>L'inspection des installations classées relève toutefois que les fréquences associées aux zones ATEX ne sont pas précisées.</b></p> <p><i>Visite de l'installation :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les risques et les consignes de sécurité associés au stockage de bois sous auvent (entre le bâtiment usine et le bâtiment administratif), ainsi qu'au stockage de bouteilles de gaz situé à proximité, sont signalés ;</li> <li>• les risques et les consignes de sécurité associés au bâtiment n° 30, identifié sur le plan précité comme une zone à risque d'incendie, ne sont pas signalés au niveau de ses accès ;</li> <li>• présence d'un stockage de palettes en extérieur, situé dans la partie sud de l'établissement. De plus, présence de matière combustible (nombreuses caisses en bois)</li> </ul>

dans le bâtiment n° 35. Ces zones, qui présentent un risque d'incendie, ne sont pas répertoriées sur le plan précité.

**Constat :** Le plan sur lequel l'exploitant reporte les zones de danger internes à son établissement est incomplet. Par ailleurs, ces zones, ainsi que les consignes correspondantes, ne sont pas systématiquement signalées au niveau de leurs accès.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 7 : Ressource en eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/03/2005, article 7.10.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Maîtrise des risques d'incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 13/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 21/06/2024

**Prescription contrôlée :**

[...] Les poteaux incendie qui équipent le réseau sont munis de raccords normalisés. Ils sont répartis dans l'établissement, en particulier au voisinage des divers emplacements de mise en œuvre ou de stockage de liquides inflammables.

L'exploitant doit s'assurer de leur disponibilité opérationnelle permanente. La défense interne contre l'incendie est assurée par trois poteaux permettant d'assurer une ressource en eau de 240 m<sup>3</sup> pendant deux heures sous 3 bars.

**Constats :**

*Observations du 13/09/2023 : L'exploitant présente le dernier rapport de vérification de ses trois poteaux incendie internes :*

- le poteau incendie "réception" délivre 56 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar et 60 m<sup>3</sup>/h sous 0,2 bar ;
- le poteau incendie "showroom" délivre 74 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar et 60 m<sup>3</sup>/h sous 2,1 bar ;
- le poteau incendie "restaurant" délivre 62 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar et 60 m<sup>3</sup>/h sous 1,1 bar.

*Il en résulte que le site ne dispose pas des capacités de ressource en eau d'extinction d'incendie*

prescrites.

Constat du 13/09/2023 : Les trois poteaux d'incendie internes ne permettent pas d'assurer une ressource en eau de 240 m<sup>3</sup> pendant deux heures sous 3 bars.

L'exploitant présente le dernier rapport de vérification de ses trois poteaux incendie internes :

- le poteau incendie "réception" délivre 52 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar ;
- le poteau incendie "showroom" délivre 73 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar et 60 m<sup>3</sup>/h ;
- le poteau incendie "restaurant" délivre 57 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar et 60 m<sup>3</sup>/h ;
- les poteaux incendie "réception" et "showroom" délivrent un total de 79 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar en fonctionnement simultané ;
- les poteaux incendie "réception" et "restaurant" délivrent un total de 72 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar en fonctionnement simultané.

En outre, l'exploitant présente une étude de dimensionnement du volume d'eau d'extinction nécessaire réalisé à l'aide de la méthode D9 par un bureau d'étude en date du 16/02/2024 : il évalue ce volume à 690 m<sup>3</sup>/h durant 2h. L'exploitant estime que le volume d'eau d'extinction calculé par la méthode D9 semble surdimensionné. Par ailleurs, le volume d'eau à confiner en cas d'incendie est évalué par la méthode D9A à 1674 m<sup>3</sup> (l'exploitant déclare qu'il est en mesure de retenir 480 m<sup>3</sup> d'eau sur son site (formes de pente et quais de chargement)). **L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'il lui appartient de prendre attache avec un bureau d'études spécialisé dans la défense incendie afin de déterminer si une méthode de dimensionnement du volume d'eaux d'extinction plus adaptée à son établissement est envisageable.**

Par ailleurs, l'exploitant présente un bon de commande, signé en date du 20/06/2024, relatif à la définition de son besoin en eau d'extinction supplémentaire au regard des ressources existantes et à la mise en conformité de son site.

**L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'il doit transmettre au préfet de l'Indre un porter à connaissance sollicitant la modification des ressources en eau nécessaire, ainsi que du volume d'eau d'extinction qu'il doit être en mesure de confiner.**

L'exploitant n'a pas déféré à l'injonction de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21/12/2023. Il a toutefois sollicité le 13/06/2024, avant l'expiration du délai de 6 mois accordé pour se mettre en conformité, une demande de prolongation de 6 mois au regard des actions correctives à réaliser.

**Constat : Les trois poteaux d'incendie internes ne permettent pas d'assurer une ressource en eau de 240 m<sup>3</sup> pendant deux heures sous 3 bars.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

**Type de suites proposées : Avec suites**

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 8 : Vérification des installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/03/2005, article 7.4.4.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maîtrise des risques d'incendie
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 13/09/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 21/06/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Un contrôle [des installations électriques] est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport de contrôle. [...] Il est remédié à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><i>Observations du 13/09/2023 : L'exploitant présente le rapport des vérifications des installations électriques de son établissement réalisées du 27/12/2022 au 09/01/2023 par un organisme accrédité COFRAC : 81 défauts sont relevés, dont la plupart ont déjà été signalés lors des vérifications précédentes. Ce rapport est accompagné d'une attestation Q18 qui indique que 17 de ces défauts sont susceptibles d'être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion.</i></p> <p><i>L'exploitant présente le plan d'action qu'il a mis en place afin de résorber les défauts listés dans l'attestation Q18 : 14 défauts sont indiqués comme ayant été corrigés, un défaut non résorbé concerne l'installation haute tension et nécessite un arrêt de l'établissement, 2 défauts sont signalés comme étant en attente d'une solution technique.</i></p> <p><i>L'exploitant n'est pas en mesure de présenter un plan d'action en ce qui concerne les 64 autres défauts (de gravité moindre) affectant son installation électrique.</i></p> <p><i>Visite de l'installation - examen par sondage des travaux réalisés par l'exploitant dans le cadre du plan d'action précité :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la chaudière du bâtiment administratif a été mise à l'arrêt, l'installation électrique correspondante a été consignée (retrait des fusibles dans l'armoire électrique), les arrivées de gaz ont été coupées et les canalisations bouchonnées ;</li> <li>- les disjoncteurs signalés par les observations n° 23, 54 et 76 comme étant en défaut ont été remplacés par de nouveaux équipements ayant un seuil de coupure adapté ;</li> <li>- l'armoire située en hauteur sous la charpente métallique de l'usine a été consignée et abandonnée.</li> </ul> <p><i>Constat du 13/09/2023 : Les installations électriques de l'établissement sont affectées par des défauts non résorbés. En outre, trois défectuosités non corrigées sont susceptibles de provoquer une explosion ou un incendie.</i></p> <p><i>L'exploitant présente le rapport des vérifications des installations électriques de son établissement réalisées du 21/12/2023 au 08/01/2024 par un organisme accrédité COFRAC : 62 défauts sont relevés, dont 34 ont déjà été signalés lors des vérifications précédentes.</i></p>

Ce rapport est accompagné d'une attestation Q18 qui indique qu'un des défauts précédemment identifié est susceptible d'être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion. L'exploitant déclare que ce défaut a été corrigé le 23/03/2024. Il présente l'attestation Q18 mise à jour en date du 27/04/2024 : elle indique que les installations électriques ne sont pas susceptibles d'être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion.

**L'exploitant a déféré à l'injonction de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21/12/2023 relative à la correction des défauts affectant ses installations électriques susceptibles d'être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion.**

Par ailleurs, l'exploitant présente un devis relatif à la correction des 61 défauts restants (dont les 33 relevés lors des vérifications précédente). Il s'engage à ce que ces travaux soient achevés avant le 21/09/2024.

**L'exploitant n'a pas déféré à l'injonction de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21/12/2023 relative à la correction des défauts affectant ses installations électriques relevés à l'occasion des vérifications électriques réalisées du 27/12/2022 au 09/01/2023 et n'étant pas susceptibles d'être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion. Il a toutefois sollicité le 13/06/2024, avant l'expiration du délai de 6 mois accordé pour se mettre en conformité, une demande de prolongation de 3 mois au regard des actions correctives à réaliser.**

**Constat : Les installations électriques de l'établissement sont affectées par des défauts non résorbés.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

**Type de suites proposées : Avec suites**

**Proposition de suites : Demande d'action corrective**

**Proposition de délais : 3 mois**

**N° 9 : Implantation du réseau de surveillance**

**Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/01/2024, article 2.1**

**Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines**

**Prescription contrôlée :**

Le réseau de surveillance est constitué a minima de 3 ouvrages (un ouvrage en amont hydraulique du site et deux ouvrages en aval hydraulique du site) à implanter par l'exploitant dans un délai de 6mois à compter de la notification du présent arrêté.

[...] Les piézomètres sont conçus, réalisés et nivelés selon les normes en vigueur, notamment la norme NF-X31-614, et selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 11septembre2003 susvisé. Ils doivent permettre d'assurer une surveillance adaptée au comportement des polluants concernés, et aux caractéristiques des nappes surveillées.



L'implantation de tout nouvel ouvrage, même temporaire, doit être soumise à l'accord préalable de l'inspection des installations classées. Dans le cas d'ouvrages fixes, l'implantation est subordonnée à la réalisation d'une étude hydrogéologique. Les propositions de l'exploitant accompagnées des justifications techniques sont communiquées au Préfet, au moins 1 mois avant le début des travaux, et un rapport d'exécution est transmis au Préfet dans le mois suivant la création de nouveaux ouvrages et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant a transmis, par courriel du 12/06/2024, à l'inspection des installations classées une note hydrogéologique datée du 11/06/2024. Cette dernière localise les trois piézomètres à implanter et définit les données techniques relatives à ces derniers (profondeur, niveau de la nappe notamment). Elle indique que ces ouvrages seront conformes aux recommandations du fascicule technique AFNOR FD X 31.614 de janvier 2024.

L'inspection des installations classées relève néanmoins que cette note ne fait pas référence à la réalisation d'une déclaration au titre de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature « loi sur l'eau », ni à l'arrêté préfectoral du 11/09/2003 qui est applicable à ces ouvrages. L'exploitant présente le complément à la commande passée à son prestataire en ce qui concerne la réalisation de cette déclaration.

En outre, l'exploitant déclare que les trois piézomètres seront implantés cet été afin que la première surveillance des eaux souterraines soit réalisée en septembre 2024.

Visite de l'installation, l'exploitant présente les emplacements prévus pour l'implantation du piézomètre 1 (cour située au sud-est du site, en sortie du bâtiment n° 30), du piézomètre 2 (au nord-est du site, dans le bâtiment de production, à proximité d'une cabine de peinture) et du piézomètre 3 (au nord-ouest du site, dans le bâtiment de production dans une zone de stockage). L'inspection des installations classées rappelle que ces ouvrages doivent être étanches, cadenassés et protégés contre les chocs.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Fréquence de la surveillance**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 12/01/2024, article 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines

**Prescription contrôlée :**

Après implantation du réseau de surveillance, l'exploitant procède à une fréquence au moins semestrielle et synchrone, en période de hautes et basses eaux, au relevé du niveau d'eau piézométrique ainsi qu'au prélèvement et à l'analyse d'un échantillon de la nappe souterraine au niveau de chacun des ouvrages de surveillance mis en place.

[...] Les campagnes de prélèvement sont réalisées idéalement la première semaine de mars et la première semaine de septembre. [...]

**Constats :**

L'exploitant déclare que la première campagne de surveillance des eaux souterraines est prévue

en septembre 2024. La note hydrogéologique examinée au point de contrôle n° 9 indique également cette période pour la réalisation de cette campagne de nappe basse. Elle précise également que suite à cela, deux campagnes de surveillances sont réalisées chaque année (nappe haute et nappe basse).

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Paramètres surveillés**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 12/01/2024, article 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines

**Prescription contrôlée :**

[...] Les paramètres surveillés sont les suivants : Température, pH, Conductivité à 25 °C, Indice phénol, AOX, Somme des 6 HAP, BTEX, Hydrocarbures totaux, Bromoforme, Chloroforme, Dibromochlorométhane, 1,1-dichloroéthane, 1,1-dichloroéthylène, 1,2-dichloroéthane, Bromodichlorométhane, Dichlorométhane, 1,1,2,2-Tétrachloroéthane, Tétrachloroéthylène-1,1,2,2, Tétrachlorométhane, 1,1,1-trichloroéthane, Trichloroéthylène, cis 1,2-dichloroéthylène, trans 1,2-dichloroéthylène, Chlorure de vinyle, Dichloroéthane, Arsenic, Aluminium, Étain, Plomb, Zinc, Nickel, Mercure, Cadmium, Chrome total, Cuivre, Fer, Manganèse. [...]

**Constats :**

Examen complémentaire de la note hydrogéologique citée au point de contrôle n° 9 : elle prévoit la surveillance de la totalité des paramètres prescrits pour chaque piézomètre.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite